

1-CONSTITUTION DE LA LISTE ET NOUVEAUTÉ DE LA DÉMARCHÉ

PAPAGENO : *Vous avez constitué, dans la Seine-St-Denis une liste « alternative ». Quels critères ont présidé à sa formation ?*

Alain LIPIETZ : Elle est peut-être la seule réalisation, avec une autre liste dans l'Allier, de ce qui avait été tenté à la Pentecôte par l'appel aux rencontres alternatives qui rassemblaient des forces allant en gros du PSU aux Verts en passant par la FGA, c'est-à-dire tout un mouvement regroupant à la fois des écologistes et d'anciens militants politiques de type léniniste ayant fait l'autocritique du léninisme.

P : *Est-ce qu'elle comporte aussi des gens qui ne sont pas « encartés » ?*

A.L. : De même qu'à la Pentecôte, la majorité des gens n'étaient pas « encartés », parmi les militants de la Seine-St-Denis, on doit être plus de la moitié de non encartés, tant sur les listes que parmi les militants. Je pense qu'il y aura de plus en plus de non encartés parmi les militants qui feront la campagne.

P : *Sont-ce avant tout des gens ayant des « pratiques alternatives » ?*

A.L. : « Alternatif » est un mot difficile à définir. Ce qui est certain, c'est qu'il y avait depuis une dizaine d'années un dégoût de la politique. Il a rejeté hors d'elle un certain nombre de militants de la vague de 68, et d'autre part empêché de s'y engager des camarades qui s'étaient formés dans le syndicalisme, dans des pratiques effectivement alternatives, dans le culturel, des jeunes chômeurs, etc. Tous ceux-là avaient refusé de rejoindre les formes traditionnelles de la politique.

P : *C'est donc pour toi un événement nouveau ?*

A.L. : C'est quelque chose de tout à fait extraordinaire en effet. On a toujours tendance à dire que c'est peut-être le bout du tunnel, un renversement de tendance. On a tellement espéré à plusieurs reprises depuis 68 que l'espèce d'éclatement groupusculaire qui avait succédé au grand élan unanime de 68 un jour s'inverserait ! Je crois que là, on a quasiment touché le fond, et c'est au fond qu'on commence à remonter. Cela pose évidemment le problème

de ceux qui n'y sont pas. Globalement les trotskystes n'y sont pas. Lutte Ouvrière n'y est pas pour des raisons qui sont les siennes. Cela n'a pas toujours été d'ailleurs l'attitude de LO. Je me rappelle avoir jadis participé à une campagne pour les élections municipales avec des Comités d'usagers, des Comités de locataires, et LO, c'était en 71. Quant à la Ligue, c'est très très bizarre. Elle a joué, comme elle l'avait fait d'ailleurs aux rencontres de la Pentecôte, un rôle tout à fait ambigu : négociant pendant des mois avec LO, puis après s'être fait jeter par LO, venant nous dire, « nous on voudrait bien avoir des places ». Ce que l'on n'exclut pas tout à fait, mais enfin, vu la façon dont elle s'y prend, c'est-à-dire sans affirmer sur quoi elle fait autocritique de sa façon ancienne de faire de la politique, parce que c'est ça la base, le ciment, de notre liste, nous sommes pour l'instant très réservés.

P : *Cela transforme-t-il l'élaboration de cette plate-forme ?*

A.L. : Dans mon passé de militant, j'ai fait beaucoup de négociations d'appareils, j'ai même fait des listes d'alliance. Chacun venait en disant, « moi je veux placer ceci, moi je veux placer cela, si tu parles de ceci, je veux que le texte parle de cela », etc. Là, c'est tout à fait différent. Ce sont des individus, riches de leur activité collective, qui arrivent en disant, « sur la question de l'immigration, voilà quels sont les vrais problèmes, je crois qu'il faudrait dire ceci », et tel autre répond : « oui, mais si on dit cela il faut voir qu'on soulève tel autre problème », etc. Et c'est vraiment un débat réel à partir de l'expérience vécue, des difficultés réellement rencontrées que s'élaborent petit à petit les textes.

Je n'ai jamais vu dans tout le débat un marchandage du type : « si vous parlez de ceci, je veux qu'on parle de cela ».

P : *Cette nouveauté, cette différence, se retrouvera-t-elle aussi dans la conduite de la campagne elle-même ?*

A.L. : C'est probablement là qu'il y aura le plus de difficultés. Pour une raison bien simple, la faiblesse de militants et la nouveauté du système de vote par département, rend extrêmement difficile de faire des « coups » locaux à usage départemental. Malheureusement, c'est un des effets

négatifs de la proportionnelle. Nous sommes pour, mais une des difficultés fondamentales, c'est que le département est très grand et que nous sommes très peu. Donc il nous est très difficile de faire de l'animation de quartier d'une façon un peu différente. Nous sommes obligés, évidemment, d'avoir une action très médiatique pour pouvoir porter loin.

P : *Je vais vous interrompre parce que les lecteurs de Papageno ne connaissent pas forcément la structure de la Seine-St-Denis...*

A.L. : Ça fait 150 000 électeurs, et c'est très bizarre, c'est le grand bastion du PC, le dernier bastion qui est totalement en crise, avec une très forte minorité, peut-être même une majorité rénovatrice.

Une partie de ces rénovateurs lorgne vers nous. Et nous devons noter une attitude tout à fait ouverte de la part des radios animées par le PC. Nous allons profiter de cette campagne pour ouvrir de façon positive un débat idéologique. Il y aura des critiques contre la droite, des critiques contre la gauche, on les a tous faites, ça fait des années qu'on les fait, l'essentiel c'est qu'on va faire des propositions. Des propositions dans le domaine de la renaissance de la Seine-St-Denis, dans le domaine de l'immigration, dans le domaine du chômage, nous proposons un programme pour faire reverdir le département qui est un vaste programme de réhabilitation générale fondé sur la généralisation des travaux d'utilité sociale, que nous opposons aux TUC tels qu'ils existent.

Bref, nous avons des propositions constructives et c'est là-dessus qu'on va se battre plutôt que contre les autres.

Deuxième aspect nouveau de la façon dont on va se battre, on ne se bat pas pour recruter, ne serait-ce que parce qu'on s'estime tout aussi en crise que tout le monde... nous cherchons à ouvrir un débat à partir de nos idées d'expériences concrètes.

2-QUELQUES CONTENUS

P : *Votre débat va tout de même porter sur des points sur lesquels vous vous êtes mis d'accord. Dans votre texte, il y a par exemple : « il ne faut pas se décharger sur l'Etat », est-ce le refus d'une espèce d'Etat-providence ?*

A.L. : Plus exactement, le refus n'est pas celui de l'Etat-

providence, au sens où celui-ci est l'expression monétaire de la solidarité. C'est contre l'Etat-providence en tant qu'organisateur de cette forme de providence et de solidarité, mais aussi contre le marché. Parce qu'après tout, qu'est-ce que l'Etat-providence ? Actuellement, c'est un appareil qui redistribue du pouvoir d'achat. Alors, ce que nous disons, nous, c'est que pour le même prix, je veux dire pour la même charge de cotisations sur les actifs, il y a des façons beaucoup plus intelligentes d'utiliser l'argent. Nous disons que tous les chômeurs pourraient être mis au travail, si le même argent de l'Etat-providence qui sert actuellement à les retirer plus ou moins artificiellement du marché de l'emploi était attribué, sous forme de dotations, à des coopératives qui passeraient des contrats avec les offices de HLM, les municipalités, pour assurer la restauration, l'entretien, l'embellissement des immeubles et des quartiers. Il existe déjà des exemples à la Courneuve. Voilà le type de choses que nous comptons développer. La même solidarité financière entre les citoyens, mais au service de la création d'emplois de type alternatif et créateur de valeurs d'usage d'utilité sociale.

P : *Vous avez naturellement tout un passage dans votre texte sur le Tiers Monde et notamment sur la question de la reconversion des industries d'armements vers de nouvelles productions en fonction des besoins réels de ces pays. Nous aurons peut-être l'occasion d'y revenir. Mais un des points sur lequel vous insistez le plus, c'est sur la « relance de la démocratie ». Qu'est-ce que c'est pour vous la démocratie ?*

A.L. : Relancer la démocratie, c'est relancer une démocratie participative par rapport à une démocratie de délégation. Le PC est à l'origine du mouvement associatif de la Seine-St-Denis. On ne peut pas le nier, il y a eu une culture ouvrière très riche qui s'est exprimée dans le département ou plus exactement dans la partie qui était l'ancien département de la Seine. Celle-ci a été la base du réalisme poétique, à la Carné-Prévert, et cela c'est le mouvement ouvrier dirigé par le PC qui l'a créé.

Aujourd'hui, la vie associative est quasiment morte. A

ALAIN LIPIETZ

dans la Seine-St-Denis

force d'embrasser cette forme de démocratie, le PC a fini par l'étouffer. C'est-à-dire que toutes les associations que l'on peut créer sont toutes à 95% contrôlées par le PC; et c'est une forme de vie associative qui n'intéresse plus personne. Il y a une extraordinaire difficulté à revivifier la vie associative et les rapports contractuels; nous nous battons pour l'autonomie réelle du mouvement associatif avec la possibilité, non seulement qu'on leur donne des locaux, mais qu'on passe des contrats avec un contrôle uniquement a posteriori de l'usage des fonds, de façon à leur donner une véritable autonomie. C'est particulièrement important dans ce département où il y a 18% d'immigrés et où l'auto-organisation des immigrés, outre leur droit de vote est probablement une des choses fondamentales pour revivifier la vie démocratique dans le département.

P. : Puisque tu parles des immigrés, il y a une partie très importante dans votre texte à propos de l'égalité des immigrés et de la notion d'égalité vis-à-vis des citoyens français.

A.L. : Attention, c'est un problème très délicat. La Seine-St-Denis est un vrai département d'immigration. Il se forme un peuple de Seine-St-Denis, un peuple de banlieue, à partir de l'immigration. Les débats au sein de l'immigration sur les questions que vous soulevez, ne sont pas tranchées. C'est une des difficultés que nous avons pour avoir d'ailleurs beaucoup de représentants de l'immigration sur notre liste. Il y a des débats sur : « faut-il que les nationalités dont sont originaires les immigrés s'organisent en tant que telles, faut-il qu'elles participent à la vie politique française, faut-il qu'elles fassent leurs propres listes ? ».

Tous ces débats partagent l'immigration et nous n'avons aucune envie de bousculer la dynamique propre du débat dans l'immigration pour se faire plaisir, pour avoir des immigrés sur nos listes. Au niveau des principes, nous nous battons pour le droit de vote des immigrés, pour le mettre en application immédiatement. Cela dit, dans la rédaction de notre plate-forme, nous laissons ouverts les débats tels qu'ils le sont dans l'immigration. Prenons un exemple concret. La question du logement qui est une question parfaitement réelle. On ne peut pas se

contenter de critiquer le PC et ses bulldozers à Vitry. Il y a eu effectivement une politique de la Sonacotra et de différentes associations de foyers, pour concentrer les immigrés dans des ghettos. Soit en mettant des foyers toujours aux mêmes endroits, soit par la simple mécanique de la rente foncière. Les quartiers où il y a des immigrés se dégradent, les loyers baissent, donc les blancs s'en vont, les immigrés arrivent, etc.

Pour ça, nous nous battons contre la tendance de la Sonacotra à mettre tous ces foyers au même endroit, contre la tendance à laisser se dégrader les logements où il y a beaucoup d'immigrés, etc. Cela dit, nous nous battons du point de vue urbanistique pour laisser ouvert le choix pour les immigrés, soit de se regrouper par communautés, soit au contraire de se disperser dans l'ensemble de la population sans chercher spécifiquement des regroupements communautaires. L'important, c'est que le choix reste ouvert.

P. : Tu penses qu'il ne doit pas y avoir de quotas mais liberté de choix et aussi que les immigrés aient des droits de citoyens tout en conservant tout ce qui est leurs rapports personnels et communautaires.

A.L. : C'est ça, nous disons que nous devons leur laisser le choix parce que cette question de l'apport culturel, il faut bien voir que c'est un problème extrêmement compliqué. Pour certains, par exemple pour une jeune femme maghrébine, il y a des traditions qu'elle fuit en se fondant justement dans la société française. Pour d'autres, au contraire, pour d'autres aspects de leur tradition, ne serait-ce que par leur musique, c'est un enrichissement de la culture française qui est leur apport culturel. Il faut être pragmatique, éviter les schémas, éviter aussi bien le discours assimilationniste que le discours culturaliste du droit à la différence, et vraiment ne se battre que pour le libre choix, la capacité de développer les richesses et de les fonder dans un ensemble plus vaste.

P. : Ta campagne a une portée qui dépasse le département, comment articulez-vous la démocratie à la base dans un département et le fonctionnement général de la démocratie dans un pays ?

A.L. : Là, vous posez une question absolument fondamentale.

P. : Je la pose parce qu'il y a une espèce de tendance que je connais et que j'ai partagée, on a l'impression qu'on ne peut pas changer pour le moment les choses sur le plan des « grosses » choses et qu'il faut donc partir des « petites ».

A.L. : Nous ne pensons pas qu'il soit possible de changer la vie à la base en laissant les forces du marché au niveau mondial manipuler la démocratie. Il y a une bataille extrêmement importante pour réaffirmer la démocratie, y compris représentative, ça a un sens parce qu'il y a plusieurs politiques possibles. Je crois que le plus grand crime commis par la gauche, ce n'est même pas les choix politiques qu'elle a faits successivement, c'est d'avoir petit à petit introduit l'idée qu'il n'y avait qu'une seule politique possible. Et que cette politique était dictée par les nécessités inévitables de la révolution technologique, des forces du marché mondial, etc. C'est un péché contre l'esprit et contre l'espérance en quelque sorte. C'est dire la démocratie ne sert plus à rien. Puisqu'il y a les forces du marché, la révolution technologique, il n'y a qu'à laisser les experts dire la politique nécessaire. A quoi sert la démocratie dans ce cas ?

Nous disons non. Il y a des choix politiques globaux alternatifs qui sont souvent la précondition, ou en tout cas qui accompagnent nécessairement tout ce que nous faisons sur le terrain en matière de création d'emplois d'utilité sociale, etc. Je prends quelques exemples : nous n'avons pas l'ambition de résorber le chômage uniquement par les travaux d'utilité sociale. Il faut un peu de relance, il faut une relance plus ethnocentrique. Il faut une réduction très forte de la durée du travail. Tout ça, ça demande des lois, des mesures économiques globales, qui ne peuvent se prendre qu'en fonction d'un compromis de type plus progressiste au niveau national... Dès l'instant qu'on dit, on va travailler 35 ou 30 heures, une collectivité nationale qui dit ça est d'abord obligée de faire des lois pour que certaines entreprises ne puissent pas se faire concurrence en faisant travailler leurs employés plus que d'autres. D'autre part elle est obligée de se protéger par la fixation de son taux de

change, par des barrières douanières, par différentes mesures contre des pays où l'on travaille 60 heures.

3-DES DÉPUTÉS « ALTERNATIFS » POUR QUOI FAIRE ?

P. : Tu dis dans ton appel : « Je pense qu'outre l'intérêt de la campagne, il faut prendre en compte la possibilité réelle (il suffit de 7% des voix) de faire entendre à l'Assemblée une opposition résolue à un certain nombre de choses horribles au sujet desquelles l'actuel gouvernement a parfois montré des faiblesses inquiétantes et que la droite se propose de faire voter, je pense en particulier aux questions de l'immigration et de la Nouvelle-Calédonie, de la législation sociale, de la maîtrise de l'énergie, de la politique industrielle, de la liberté de l'avortement ». Tu dis qu'il faut faire entendre à l'Assemblée une opposition résolue... mais soyons un peu réalistes... que faire avec deux ou trois députés ? Vous ne serez pas dans la situation des Verts allemands qui ont pu faire basculer une majorité... »

A.L. : On n'en sait rien... On peut très bien se trouver dans des situations où la droite peut être majoritaire avec l'extrême-droite, ou alors c'est la gauche qui peut l'être avec les écologistes. Ce n'est pas totalement exclu, mais enfin, on n'aura pas un pouvoir de négociation colossal. On ne pourra pas faire voter les lois qu'on veut, c'est évident.

Je crois que l'existence de trois députés à l'Assemblée pèsera d'une certaine façon sur la manière dont va se recomposer le camp progressiste à la suite de la crise des forces de la gauche traditionnelle qui ne manquera pas d'avoir lieu après leur défaite de 86.

Ça, c'est l'aspect stratégique. Avec nos députés, nous pèserons de plus de poids pour dire dans le pays « une autre politique est possible, la politique est possible autrement ». Maintenant, il y a un aspect plus tactique. Certes, nous ne pourrions pas empêcher le vote d'un certain nombre de lois. Cela dit, nous pourrions utiliser ce Parlement et notre rôle de parlementaire de façon médiatique, contre l'idée de consensus.

(suite page 5)

FAUT-IL EXCOMMUNIER LE SALAIRE SOCIAL GARANTI ?

En d'autres temps, Coluche et ses restaurants du cœur auraient soulevé la colère de tout militant révolutionnaire normalement constitué, pour qui, charité rimait avec bonne conscience des riches.

Aujourd'hui, tout le monde, et singulièrement à gauche, applaudit.

2 600 000 demandeurs d'emploi dont la moitié ne touchent aucune indemnité, ne devront-ils bientôt plus compter que sur Coluche et le Secours catholique ?

Une chose est certaine, la crise frappe. Et elle va durer. De plus, l'avènement d'une société plus... « alternative » va prendre du temps. En attendant, il faudra peut-être se préoccuper de ceux qui, pour manger et garder un toit, doivent régulièrement s'humilier dans les bureaux d'aide sociale ou ce qui y ressemble.

Certains, au PS et au centre-droit, pensent de plus en plus que la solution, c'est le revenu social minimum garanti. C'est-à-dire un système qui, venant en complément des aides classiques (chômage, invalidité, retraite, etc.), fluctuera avec elles pour donner à chacun l'assurance d'un minimum vital.

Pour ses défenseurs, cette solution est l'inévitable conséquence de la crise d'adaptation de la société industrielle, et la garantie que ceux qui travaillent conserveront leur pouvoir d'achat. Ce revenu minimum devient UN DROIT et rompt avec les systèmes antérieurs, tous plus ou moins aléatoires et fondés sur l'humanisme ou la charité.

Il va sans dire que les oppositions à cette idée sont nombreuses.

A gauche et à l'extrême-gauche, on y voit la consécration d'une société duale : d'une part ceux qui sont utiles, et de l'autre, les rebuts de la société qu'on paye pour qu'ils se taisent.

A droite, on veut y voir le salaire de la paresse.

Tout cela est peut-être beaucoup plus compliqué. Il n'est pas certain que les « grands principes » puissent faire prime sur la justice, et l'heure est peut-être à la conquête d'un nouveau droit démocratique. En tout cas, débattre de cette question sans a priori est une affaire urgente.

Cependant, on ne peut aborder ce débat sans faire remarquer que le PS penche vers ce salaire social garanti dans un contexte de capitulation devant les exigences du patronat qui entend bien restructurer, comme d'habitude, le procès de production à son seul profit et sans prendre en compte les besoins moraux et sociaux de la population. A ce titre, une « réforme » de ce type risque de n'être qu'un avatar du keynésisme.

Il peut en aller différemment si à travers ce salaire social garanti c'est toute l'organisation de la vie sociale autour de la valeur travail qui se trouve reconsidérée et que s'introduise par là un déclin des finalités productivistes au profit d'un travail fondé sur l'utilité sociale. Il peut aussi en aller autrement si ce nouveau droit démocratique est réparti et distribué d'une manière telle que se crée une dynamique participative associant, de façon démocratique et décentralisée, les bénéficiaires et les multiples structures demanderesse d'un travail socialement utile.

D. HANTSON

Directeur de publication : Serge COSSERON. Comité de rédaction : Pierre BAUBY, Serge COSSERON, Gisèle DONNARD, Pierre HALBWACHS, Daniel HANTSON, Pascal WINTER. Composition-Impression : Presse d'aujourd'hui, BP 90, 75962 Paris Cedex 20. N° de commission paritaire (provisoire) : 67087. Rédaction : 91, rue Championnet, 75018

Abonnement
à PAPAGENO
lettre mensuelle :
10 numéros : 50,00 F

Pour tout contact, écrivez au 91 rue Championnet ou téléphonez au : 42 23 54 53

KIOSQUE

Honte aux alternatifs ! S'ils étaient vraiment « la France qui bouge » comme l'affiche le *Guide Contacts* du même nom, introduit par Jacques Pradel pour France Inter, ils l'auraient fait eux-mêmes. Sans doute n'aurait-il pas atteint le volume du *Statbuch* de 1 000 pages dont s'est doté la mouvance à Berlin-Ouest par exemple, mais il aurait dépassé le simple utilitarisme pour être à la fois lieu de rencontre, de confrontation, et outil d'analyse.

Le *Guide Contacts* est bien dans le temps. Alléchant, écrit lestement, il accroche une volonté ambiante de vivre et de travailler autrement : «...faire une foule de choses sans demander l'avis à son voisin... réussir sa vie avant de réussir dans la vie... occuper les quelques terrains vagues... que les autorités de tout poil n'ont pas encore réglés... ». Mais cet ouvrage issu d'une « grande envie de chaleur humaine et de différence », en passant sous silence le fonctionnement interne des projets présentés et en ne retenant que les services qu'ils sont à même de fournir, ne fait que s'ajouter à la liste déjà longue des autres *Paris pas cher* et *Guides du routard*.

Certains projets alternatifs, tel *Edit 71, Primavera* ou l'(ex)-*Bouillon de Culture* n'y figurent pas. Oubli, Caroline Glaorion/Martine Mauleon, *Guide Contacts de la France qui bouge*, collection Jacques Pradel, France Inter - l'Instant, Paris 1985.

volonté d'évacuation ? Réserver le label « France qui bouge » aux initiatives casées en 15 rubriques allant de « Bonnes Idées » à « Information-Documentation » en passant par « Personnes Agées », « Aide à la création d'activités » et « Femmes », revient à déclarer France inerte les groupes d'homosexuel(le)s, d'alternatifs politiques tels que le CODENE ou la Résistance internationale des femmes à la guerre.

Aucune évocation des problèmes et limites rencontrés par les expériences décrites. Pourtant, elles sont aussi des lieux d'expérimentation sociale de structures et rapports à venir, perspective politique ici complètement occultée. Décidément, pour faire mieux connaître le terrain alternatif le *Guide Contacts* est bien trop vague.

Nous proposons d'ouvrir ici une rubrique de présentation des pratiques rencontrées au hasard d'une fête, d'un chemin, ou d'un ami, destinée à faire ressortir les côtés convivialité et solidarité dans l'organisation de l'activité, qui nous semblent faire la différence avec les principes d'organisation capitalistes. Qui sait si, aux futures éditions *Papageno* ne pourra pas paraître, un jour, aussi un guide d'alterriblemement.

Louis INGOLF

INTERVIEW D'ALAIN LIPIETZ (suite de la page 3)

Il y a un consensus en France de toutes les forces politiques. Il n'y a que le PC qui essaye de le rompre de temps en temps. Mais il le fait d'une telle façon que ça pousse plutôt la population vers le consensus. Il y a un consensus parmi les forces politiques qui existe sur un certain nombre de choses graves comme l'immigration. Le fait de pouvoir tempêter dans les médias en arguant de notre poste de député, pourra en quelque sorte nous permettre de jouer le rôle

le qu'ont joué des gens comme Daniel Mayer pendant la guerre d'Algérie.

P. : C'est-à-dire qu'en face de cette espèce de gauche déliquescence et de cette extrême-gauche qui reste accrochée à ses schémas qui ne recouvrent plus la réalité d'aujourd'hui, le fait d'avoir des députés servira aussi à modifier le paysage mental ?

A.L. : C'est ça, le fait qu'il y ait des députés peut aider la

(suite page 8)

POUR UNE SEULE LISTE ÉCOLOGISTE ET ALTERNATIVE A PARIS

Nombreux sont ceux qui s'opposent au retour de la droite et hésitent à soutenir une gauche qui a progressivement fait la preuve de son échec. Ils ne se satisfont pas d'un productivisme ou d'un libéralisme plus ou moins social, et recherchent un autre type de développement, collectivement maîtrisé, et de nouveaux rapports entre les gens, au sein de la société, une autre façon de faire de la politique.

Les engagements et les enracinements sont divers, dans l'écologie, l'antiracisme, les luttes syndicales, les expériences alternatives dans l'emploi, l'économie sociale... Aucun ne peut déboucher seul, ensemble ils peuvent matérialiser cette recherche.

Or, si en Seine-St-Denis cette possibilité existe autour de la liste *Ecologie 93* (Alain Lipietz) — ainsi que dans plusieurs autres départements — nous assistons aujourd'hui à Paris à la constitution de deux listes rivales : une liste *Verte* (René Dumont) et une liste *Alternative 86* (Albert Jacquard, Antoine Comte).

Il ne s'agit pas de rechercher les éventuelles responsabilités de cette situation, mais de dépasser les réflexes anciens pour que, à Paris — lieu toujours significatif à l'échelle nationale, s'enclenche une dynamique nouvelle.

Les signataires pensent qu'au-delà de la sympathie qu'ils éprouvent pour l'une ou l'autre liste, cette situation est négative. Elle accentue de fait un repli sur les groupes déjà existants au détriment d'un rassemblement nouveau dans son contenu et sa démarche. Elle accentue également un repli sur l'abstention ou le vote utile.

C'est pourquoi les signataires appellent à la création d'une seule liste *Écologique et Alternative* à Paris ; et pour ce faire, sont prêts à rencontrer, ensemble ou séparément, les animateurs des deux listes pour discuter des conditions de cette possibilité.

Pour les élections, comme au-delà, ils sont convaincus que ce type de rassemblement, de convergence et de dépassement, est une des conditions pour que tous ceux engagés dans des pratiques sociales, politiques, associatives, syndicales..., puissent développer les acquis issus de leurs expériences et réflexions, donner vie et contenu à une « autre politique » un autre type de société, une nouvelle force politique.

Premiers signataires :
J. ARCHIMBAUD, D. BANNEYX, J. BENHAMIAS, M. CARRE, J.-L. CHAUVIN, J. CHESNEAUX, G. COHN-BENDIT, S. COSSE-
RON, R. DAVEZIES, A. DONNET, B. DREANO, Ch. DUTER-
TRE, F. GALLAND, F. GUATTARI, R. GUGLIELMO, P. HAL-
WACHS, D. HANTSON, D. JAUNAS, M. JOUVIN, A. LIPIETZ,
G. MOLINA, M. NAJMAN, S. NAJGEBORN, C. QUIMINAL, P.
ROZENBLATT, G. SOULIER, J. STEWARD, P. WINTER, Ph.
ZARIFIAN, P. VIDAL-NAQUET, G. LABICA, A. VIRILIO...

Nous signalons par ailleurs qu'une liste *Alternative et Ecologie 92* pour les législatives et les régionales, dirigée par G. Labica et F. Puzin, se présente dans les Hauts-de-Seine. Pour tous renseignements : 14 rue des Caves — 92310 SEVRES — Tél. 45 07 03 41

INTERVIEW D'ALAIN LIPIETZ (suite)

formation politique de la force de type Verts/alternatifs qui peut changer l'ensemble du paysage politique en nous sortant de l'espèce de dilemme (modernisme plus ou moins étatique, plus ou moins libéral ; productivisme, plus ou moins étatique, plus ou moins libéral) dans lequel l'ensemble de la gauche est actuellement enfermée.

P. : Il y a aussi la possibilité, hélas, que malgré votre présence, les choses continuent dans cette espèce de mélasse actuelle, parce que vous ne représenterez qu'une toute petite force qui sera complètement coincée par les blocages que nous connaissons bien.

A.L. : C'est évident, mais on vit d'espoir, hein ? Le monde est en perpétuel tourbillon. Quand les forces de progrès s'écroulent d'un côté, elles remontent de l'autre. Mais la possibilité d'un recul pour des décennies de la société française, n'est évidemment pas du tout écartée. C'est un débat tout à fait sérieux que nous avons actuellement. S'il n'y a pas de nouvelles forces politiques, non seulement les idées que nous défendons n'avanceront pas, mais c'est bien l'ensemble de la société qui risque de s'enfoncer dans la médiocrité du débat politique actuel.

Mais ce qui se passe dans la jeunesse, que ce soit au niveau de SOS Racisme, que ce soit au niveau de la culture musicale extraordinaire que développe actuellement la jeunesse, que ce soit cette volonté qu'elle a de faire quelque chose el-

le-même, tout ça indique que sous l'apparence d'une dépolitisation totale, la volonté de réappropriation de son propre destin n'a pas disparu. C'est ça que je crois le principal pour l'avenir.

P. : Mais ça doit avoir aussi des retentissements sur la forme des mouvements. As-tu l'impression qu'avec les forces organisées qui constituent votre liste, puisque vous y avez introduit d'autres éléments et une autre vision des choses, ça puisse préfigurer une forme de mouvement qui ne serait plus la forme partielle classique que nous avons connue, à l'extrême-gauche notamment ?

A.L. : Je crois qu'après 15 ans où le mouvement de Mai 68, parti d'un mouvement international de la jeunesse qui représentait un certain nombre de valeurs, a été codé par des formes léninistes qui étaient totalement inadéquates à ce mouvement lui-même, il y a de nouvelles pistes.

Il faut des forces politiques, mais ces forces doivent non pas être l'expression de gens qui savent et qui vont dire aux autres ce qu'ils ont à faire, mais la mise en commun de la part de gens qui savent déjà eux-mêmes pas mal ce qu'il faut faire, de leurs efforts et des contenus de ce qu'ils ont découvert dans leur propre pratique. C'est plutôt une inversion complète du rapport entre la pratique et la théorie, ou selon une vieille terminologie, les masses et leur organisation. Je crois que c'est ça qui est en train de changer.

LETTRÉ OUVERTE A CEUX QUI SE RÉCLAMENT DE L'ALTERNATIVE (suite de la Une)

En l'absence de ce défi, le verdict électoral sera terrible. La dynamique du vote utile mise en place par le Parti socialiste ne manquera pas de balayer les espoirs futiles de beaucoup. La barre des 5% ne sera même pas la guillotine injuste d'une avancée électorale prometteuse mais risque bien de n'être qu'un lointain mirage.

Ne nous cachons pas le gros obstacle qui se profile à l'horizon, désormais impossible à contourner. Où se placent les alternatifs sur l'échiquier politique ? A gauche de la gauche et tout près de la porte de sortie avant l'éviction finale ou bien dans un endroit qu'ils balisent par une critique sans complaisance des différentes gauches, sans attendre de voir venir à eux des pans entiers de déçus du socialisme fabiusien ou du communisme stalinien,

mais capables d'affronter les problèmes au-delà des deux traditions socialistes majoritaires en France ? Ce n'est pas se placer à égale distance de la gauche ou de la droite car dans ce cas l'itinéraire choisi par un Lalonde se reproduirait sous la forme ridicule d'un alternatifo-barriste.

L'alternative, c'est vrai, se construira à petits pas car les ruptures sont lentes. Mais cette lenteur n'est supportable que dans la mesure où l'ensemble des gens qui s'y intéressent savent un tant soit peu où l'on veut arriver. L'engagement des forces politiques sur un tel scénario peut certainement permettre d'engager un débat fécond, anticipateur et libre au lieu des sempiternels satisfecit que chaque groupe s'autorise à déclamer pour montrer qu'il fait montre de bonne volonté.

Pour que l'Alternative soit crédible, il faut qu'elle s'affranchisse des passés les plus lourds.

Pour nous, aujourd'hui, le cadre du débat est tracé par, d'une part la critique collective de tout ce que fut le gauchisme, de tout ce qu'il a secrété comme pratiques et théories erronées pour l'heure actuelle (désormais, c'est la prise en compte des pratiques sociales que nous sommes amenés à inventer et à expérimenter qui nous semble le seul moyen pour se décarasser des idéologies passées). D'autre part par la volonté de se coltiner tout de suite aux cinq problèmes de fond autour desquels tournent les questions politiques du moment, les engagements et les désirs de transformation.

En désordre, il s'agit du Travail, de l'Écologie, du Ra-

cisme, des Libertés et de la Paix.

Ce sera à l'avenir la tâche de *Papageno* d'organiser une réflexion collective sur ces thèmes. Organiser une telle réflexion, c'est s'inscrire dans une dynamique collective où l'ensemble des forces et des volontés alternatives accepte de débattre du fond sans concession. Car le problème n'est pas d'arriver à un compromis boiteux pour écrire un programme, mais de définir le cœur, le noyau des valeurs politiques de l'Alternative afin de travailler ensemble. Quitte à ce que à partir de ce noyau se dégagent des opinions différentes qui ne soient pas fondamentalement divergentes. L'enjeu du débat n'est donc pas dans la définition précise des slogans et autres hochets, c'est bien la constitution réelle d'une force Alternative.